L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 22 MAI 1866. | Entre les rues Bienville et Conti.

G. F. WEISSE & Cie,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $18; par semestre, $9; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi;
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces commerciales de la page d'hebdomadaire sont de $1 50 la ligne pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalle, pdevront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces de deuil, dans la page d'hebdomadaire, payeront $ 25 le carré par mois.

Les personnes faisant d'fréquents et nombreux changements dans les annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces ordinaires, une réduction qu'il sera nécessaire de leur faire connaître.

Toutes les annonces transitoires doit être payées d'avance.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paîtront 25 cents par ligne à chaque insertion.

Toute annonce insérée dans une page d'avance.

Les bureaux des journaux seront régulièrement ouverts.

Les annonces leur seront envoyé à la fin de chaque mois.

A NOS ABONNÉS DES CAMPAGNES

Nous prévenons nos Abonnés des campagnes, ainsi que nos Agents et les Maîtres de Poste, que le prix de l'abonnement est, à partir de ce jour, doublement augmenté.

Edition quotidienne : — Pour un an, $36 ; pour 6 mois, $18 ; pour 3 mois, $9.

Edition bi-hebdomadaire : — Pour un an, $8 ; pour 6 mois, $3.

Tout renouvellement d'abonnement se fera aux prix ci-dessus.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 22 MAI.

Pour la liste des arrivages et des départs, celle des importations, exportations et consignations et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, à la Bourse des Marchands et Encanteurs—Une maison de résidence rue Royale, Deuxième District—Une partie de terre rue des Magnolias, entre les rues Franklin et Philippe, Sixe District. Et le steamer Thomas Powell.—Aussi, à sch entrepôt, rue Jefferson, No 33, des marchandises, de l'or américain, mexicain et anglais, des chaînes d'or, &c.

Par J. F. Bowman, au No 32 de la rue Gravier—Fauteuils, meubles, marmor, bataila, &c.

Par E. Roger & Co—Vente continuée du stock de MM. C. A. Barriere & Bro., au No 135 de la rue de Canal.

Par Montgomery & Bro., au No 39 de la rue Front—Pommes de terre.

Par le Shériff, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Une maison de résidence rue Royale, Deuxième District—Une partie de terre rue des Magnolias, entre les rues Franklin et Philippe, Sixe District. Et le steamer Thomas Powell.—Aussi, à son entrepôt, rue Jefferson, No 33, des marchandises, de l'or américain, mexicain et anglais, des chaînes d'or, &c.

Par J. F. Bowman, au No 32 de la rue Gravier—Fauteuils, meubles, marmor, bataila, &c.

Par E. Roger & Co—Vente continuée du stock de MM. C. A. Barriere & Bro., au No 135 de la rue de Canal.

Par Montgomery & Bro., au No 39 de la rue Front—Pommes de terre.

Par lui, même—un bon des rues Magazine et Lafayette : Whisky, rye-de-vie, champagne, cigares de la Havane, etc.—Une maison, rue Magazine, entre Clouet et Gaiennie, briques, etc.—Aussi, à une salle d'encan : Un lot de meubles, lampes, etc.—Aussi, à son magasin : Un lot de meubles, lampes, etc.—Aussi, à son magasin : Un lot de meubles, lampes, etc.

Par Hoffman & Martin, au No 33 de la rue de Chartres—Lampes, verres, fournitures de bureaux, &c.

Par Vincent & Co, au No 16 de la rue de Chartres—Marchandises sèches diverses et confiserie.

Par D. E. Murphy, sur le Levée, au pied de la rue de la Commune—Un lot de 40 de la rue des Magasins : savon, cornichons, ale, porter, whisky, &c; à l'entrepôt St-Louis, Levée.

Par Forstall & Spear—rue Carondelet, entre Thalie et Melpomène : Ameublement d'une résidence.

Par O. Valton—à sa salle d'encan : Fromage et cordiale.

Par F. Fernandez—à son magasin d'encan : Meubles ordinaires, piano, commode, &c.

Par J. C. Bichon—à sa salle d'encan : Marchandises sèches.

Par S. Guinault—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs : Continuation de la grande vente de 647 lots de terre dans le Premier, Second, Troisième et Quatrième Districts, à Carrollton, Mandeville et sur le bayou St. Jean.

Nous appelons l'attention particulière sur la vente à l'encan qui commence aujourd'hui, par le ministère du shériff, aux temps convenables.

—A 10 1/2 heures A. M., à son entrepôt, No 33, rue Jefferson, marchandises, or américain, mexicain et anglais, objets divers, &c.

—A midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, maison de résidence rue Royale, No 1 à 275, Deuxième District.

—Portion de terrain des Magasins, entre Premier et Philippe, Quatrième District.

—Le steamer **Thomas Powell**, en marche, au plus offrant enchérisseur.

Nous appelons l'attention de acheteurs de marchandises sèches sur la vente à l'encan, ce jour, du stock de MM. C. A. Barriere & Bro., en liquidation, qui doit être continuée ce matin, à 10 heures, à leur magasin, No 135 rue du Canal, par E. Roger & Co, encanteurs.

M. D. E. Murphy, encanteur, appelle l'attention des marchands de groceries sur son annonce lotaille. Vente sans réserve aujourd'hui, à 10 heures A. M., à son magasin, No 67 de la rue des Magasins.

Renforts pour le Mexique.

Par la nouvelle de l'arrivée à St Thomas on à La Havane de troupes françaises pour le Mexique, on a fait remonter au question l'évacuation du Mexique par ces mêmes troupes dans les délais voulus antérieurement auprès du gouvernement de Napoléon. Cette nouvelle de renforts envoyés à la Vera-Cruzis grandement surpris M. Seward qui a immédiatement demandé des explications à M. de Montholon. M. Montholon aurait, dit on, répondu discrétement que ces envois de troupes n'ont rien pour objet de changer ce qui a été dit le temps était expiré ou que la guerre se serait mêmes fins de service ; réponse dont il s'est bien fallu que M. Seward se contentât, car l'évacuation annoncée à trois époques successives n'aurait pas les renforts jusqu'au premier terme expiré.

Nous ne voyons pas, subséquemment, comment on pourra empêcher le remplacement des troupes qui rentrent et elles ont fini leur temps de service ou si elles sont, par une raison quelconque, dans l'impossibilité de servir plus longtemps. Le désir fixé pour la mesure, indique qu'on entend bien étendre défendre l'empire au Mexique et qu'on le défendra jusqu'au dernier moment. La déclaration d'évacuer ne préjudicie lors à l'obligation de ne pas envoyer au Mexique, après novembre prochain, un surcroît de troupes qui en porterait le total à un chiffre supérieur ou égal à celui d'aujourd'hui.

C'est là tout l'engagement avec celui d'évacuer en 1867, pas nous trouvons compris dans la note adressée aux Etats Unis par le gouvernement français. Quant au point intermédiaire, c'est-à-dire à l'intervalle de novembre 1866 à novembre 1867, nous n'apercevons rien qui empêche le remouvellement des troupes et leur maintien sur un pied à peu près égal à celui d'aujourd'hui.

Après novembre 1867, il n'y aura plus de corps français au Mexique agissant au nom de la France et ayant à sa tête une administration française et un maréchal de France contrôlant et l'article et le gouvernement ; mais il pourra y avoir des légions de volontaires français au service du Mexique et même ces légions de volontaires pourront être transportées par navires français de guerre sans que M. Seward ait cru nécessaire d'y reprendre rien.

Nous croyons d'après cela qu'il est inutile de se préoccuper des instructions données par lui à M. Motley, ministre des Etats-Unis à Vienne. Il est clair que si la France a le droit d'un voyer des troupes régulières au Mexique, l'Autriche a bien celui de lancer partie de chez elle des volontaires pour le même pays. En conséquence les protestations de M. Seward ne sont plus qu'une lettre morte et l'Autriche ne pourra rien craindre différemment.

Mais à tout prendre et pour peu qu'on veuille examiner cette affaire mûrement, on ne peut la regarder que comme un double échappatoire au service de deux gouvernements. En parlant d'évacuation et en en précisant les termes, on échappait en France aux importunes criailleries de l'opposition parlementaire, et ici, aux Etats-Unis, en obtenant une évacuation pour la forme, on échappait aux turbulente et ambitieux partisans de la doctrine universelle d'annexion L'affaire pourrait fort bien n'avoir pas été plus sérieuse d'un côté que de l'autre, et, bien qu'elle soit privée de désœuvrement, la diplomatie qui s'en est mêlée ne serait pas la plus maladroite. Toutefois, on peut redouter pour les Français, pour les nouveaux plus ou moins fâcheux du gouvernement fédéral, mais une occasion ou d'événements malheureux qui appelleraient ailleurs tout l'intérêt que l'Europe actuellement lui porte.

Analyses du Sirop de Rattier isolé de Gutmann & Co., Pharmaciens à Paris. — Le sirop de Rattier isolé de MM. Gutmann & Co., pharmaciens de S. A. R. le prince Napoléon, est toujours le meilleur et le plus recommandé de l'Asile de fous de Charenton, et le médicament le plus employé pour les affections lymphatiques, scrofuleuses, etc., dont peuvent être atteints les enfants de jeunes mères. Ils viennent d'analyser de ce médicament extraits du Journal des Pharmaciens de Vienne, de juillet 1865, et de Juillet 1865, et M. le professeur Klutzinski, chef de la station agricole de Prague, dont la lettre adressée par S. Exc. l'ambassadeur de France à Vienne à MM. Gutmann & Cie., constatent la haute réputation de ce remède populaire.

Voici la traduction de cette analyse : " Le Sirop de Rattier de Gutmann renferme 10 p% d'iode, non pas à l'état libre, mais combiné, comme on le trouve généralement employé dans les eaux minérales iodées. Cette combinaison est identique avec celle d'iode contenue dans l'huile de foie de morue.

" Signé VINCENT KLUTZINSKI, "

" Docteur en chimie, professeur à l'Académie des sciences de Vienne, chimiste de l'Hôpital impérial et royal de Wieden et professeur de chimie. "

" Ambassade de France à Vienne.

Vienne, le 28 mai 1866.

Monsieur Gutmann & Cie., pharm., à Paris.

" Monsieur, j'emprunte à la lettre que vous avez adressée à S. Exc. l'ambassadeur de France, l'el l'honneur de vous informer que le professeur Klutzinski consigne à Vienne une analyse très-favorable, qu'il est persuadé vous aurez tenir connaissance et pour une des meilleures du siècle.

" Agréez, etc.

" Le Conseil, chancelier de l'ambassade,
" Illisible. "

Nouvelles d'Europe.

Les affaires d'Europe ont pris une tournure si vivement que nous nous voyons obligé pour rendre à la vive anxiété de la population de notre pays qui habite cette ville, de leur consacrer une large place dans notre numéro d'aujourd'hui, et notre ne pouvons pas que l'on ne voudrait pas plaigne, qui si la guerre éclate quelque part en Europe, il sera fort difficile d'empêcher qu'elle ne devienne générale, et alors les intérêts américains en souffriront nécessairement comme ceux de monde entier.

Exprimer des inquiétudes au sujet de la guerre, ce n'est pas croire que la guerre soit inévitablement, mais c'est au moins admettre qu'elle est très possible en ce moment, et même admettre qu'elle est fort probable si les craintes sont justifiées. C'est à peu près l'impression que l'état des relations actuelles entre puissances a produite en France et nous nous en rapportons à une dépêche Paris, en date du matin d'après laquelle, en dépit de la sécurité française annoncée au Chambres par Napoléon, les esprits ne cessaient pas d'être livrés à des vives alarmes.

Et cependant combien de gens en France se tirent secrètement la guerre ! La masse, comme la redoute, la masse laborieuse, la masse pensante, celle qui fait, par son amour de l'ordre et son respect pour l'autorité, tout l'appui de la force du gouvernement. Mais cette classe chose qui s'agite dans les lieux publics avec les journaux à la main, cette autre classe qui lit les affiches avec avidité dans les cafés, cette autre classe qui lit les journaux nouveaux quelques gazettes à feuilles révolutionnaires d'autrefois, cette classe à la cour qui craint par la guerre et qui représentent dans les chambres, tout en se prononçant pour la neutralité, seraient bien aises qu'elle fut impossible et que l'empire se trouvât forcé de prendre part au conflit.

Mais la clandestine joie que cette classe éprouve, l'engage à la modération et au calme ; on même, et elle est cet obligée de parler, à prendre un vernis qui ne lui va pas bien. Quand on a perdu son ancienne situation à force d'intrigues et de complots, pour vain ambitionner une nouvelle, il faut se taire et se résigner. Tout le monde, en Italie, paraît en thousiasmé pour la guerre !

N'importe, on le croit, pas qu'à la guerre éclate, ce soit entre l'Italie et l'Autriche que s'échangeront les premiers coups de fusil ; l'Italie en manquera pas d'être payée de la monnaie cet fait que le gouvernement français a de plus tendres pas, et elle attaque la première Cependant spécial a fait l'objet d'une communication lu tre-banal des Tuileries à celui de Florence.

On croit que c'est entre la Prusse et la Saxe que les hostilités éclateront d'abord. L'Autriche prendrait part dans le conflit que par ses alliées à elle l'Italie, et ce sera le point de départ du combat. Quoiqu'il arrive, il doit rester fort l'Europe de sanglantes calamités. Ce qui est surtout la nécessité d'en finir une bonne fois avec cette série de questions demeurées pendantes et laissées depuis bien des années sans solution.

GRANDE BRETAGNE.

A la chambre des lords, le lord chancelier a demandé la seconde lecture du bill sur l'union irlandaise. Le comte de Derby a fait une grande partie de la discussion a porté sur des clauses du bill d'après laquelle les élections consacrent d'être publiques. Ce n'est pas la première fois que les arguments de la force de l'affirmative ou de la négative se sont présentés. Cependant la seconde lecture a été autorisée par la chambre des lords, malgré un discours du comte Shrewsbury.

Aux communes, M. Gladstone a maintenu la déclaration prise par le gouvernement de ne vivre ou de toucher avec le bill de réforme électorale, et il a officiellement annoncé la présentation des bills sur la nouvelle répartition des sièges, ainsi que sur la franchise électorale en Irlande et en Ecosse. Le chancelier a également annoncé qu'il proposerait le budget de février pour le 3 juillet, et qu'il serait le moyen de décider à l'égard de l'abolition des Church rates (taxes de l'Eglise.)

AUTRES NOUVELLES

Les feuilles autrichiennes ne doutent plus de la guerre. La *Nouvelle Presse libre de Vienne* dit qu'il n'est plus possible d'espérer que l'Autriche renoncera, par la voie de négociations pacifiques, à la position qu'elle a prise. Le gouvernement prussien est préparé, depuis bombre d'années, au moment présent, il n'y a que la conjoncture actuelle comme extraordinairement favorable à ses plans, il vise à de grands buts et se reculera devant aucun sacrifice d'argent.

Enfin, on écrit de Pesth à la *Gazette d'Augsbourg* qu'on pousse avec toute l'énergie et la activité possible les préparatifs de guerre contre l'Italie. Tous les corps de troupes dont les circonscriptions de recrutement sont en Hongrie, l'Allemagne, la Transylvanie et la Slavonie, ont rappelé leurs hommes en congé. En même temps on expédié en toute hâte les objets d'équipement, les munitions, tous les hommes en congé de la marine, officiers, cadets et hommes d'équipage, ont été rappelés et sont en route en partie pour Pola. On est revenu sur les plus anciennes dispositions, de sorte que beaucoup de pères de famille se trouvent obligés de partir.

Le gouvernement a fait avec la maison Blum et Cie, de Vienne, un marché portant sur 30,000 chevaux à livrer en trente jours, et les premières livraisons se font si vite que les régiments ont peine à employer ces chevaux. On a été contraint de faire baraquer provisoirement pour les loger. La même maison a conclu avec l'administration du gouvernement autrichien un marché avec le prince de Windischgrätz pour les fournir de 2,000 chevaux, qui sont déjà livrés.

Le conflit imminent entre l'Autriche et la Prusse pourrait avoir des conséquences fort graves pour le puissant corps d'armée français qui occupe actuellement le Holstein. On ne pourrait se retirer sans se trouver à découvert et sans exposer les duchés à être occupés par les troupes prussiennes. Il ne demande aussi de quelle façon ce corps pourrait être ramené sans exposer les garnisons mixtes qui occupent les forteresses fédérales, et s'il n'y aurait pas des hostilités entre dans l'intérieur même de Bayonne, Rastadt et Francfort, pour la possession de ces villes.

Les personnes bien informées prétendent qu'en cas de guerre entre la Prusse et l'Autriche, les troupes saxonnes seraient dirigées à travers la Bohême à la rencontre des troupes prussiennes, et que les villes sur le versant septentrional des montagnes de Bohême. Il en est presque de même, dit-on, du gouvernement français qui, en cas de guerre, aurait besoin, pour la défense de ses frontières, d'un effectif considérable à Landau, Sarrelouis, Sarrebruck et autres lieux.

Dans la prévision de ces villes, le grande fi laisse de côté a été transformée en magasin militaire ; journellement on trouve de nouveaux approvisionnements de guerre, et d'ici peu, dit-on, de hauts-fourneaux. On y a même pratiqué des caves d'approvisionnements.

A Strasbourg, on a fait des travaux semblables. Le bâtiment de la chambre de commerce a été transformé en magasin d'approvisionnements administratifs. On dit que les magasins de l'administration militaire sont déjà remplis de fourrages, de vivres et de bois de chauffage.

Il est à remarquer que, pendant ce temps, les troupes françaises ne font pas le moindre mouvement dans la direction d'Allemagne.

Une députation de Bruxelles doit se rendre prochainement à Paris pour remettre à l'empereur Napoléon une adresse de félicitations.

Le bruit court qu'un corps d'armée entier va être placé sur le Rhin.

Le *Liberté* ne croit pas que la Russie demeure indifférente aux ambitions maritimes et territoriales de la Prusse. Il pense que la Russie a le juste pressentiment des dangers auxquels l'exposerait ce développement impréva de la Prusse, enfuite dans une bonne de vertige, par le mauvais génie de la guerre et de la conquête :

Autres menaces de complications du côté du Bas Danube. Les correspondances de Vienne et les journaux de Saint-Petersbourg protestent à des points de vue différents, contre les actes de la lieutenance princière dans les Principautés Unies.

La Russie déclare que le mouvement séparatiste de Jassy est aussi artificiel qu'artificiel, et elle appelle l'attention de l'Europe sur cette manifestation énergique de toute une population.

L'Autriche veut distinguer une manœuvre française dans l'élection inopinée du prince de Hohenzollern, en disant hautement, dans ses feuilles publiques, sur l'illégalité des moyens employés pour provoquer le plébiscite et grouper les adhésions.

Quant à la Turquie, chaque fois que les Moldo-Valaques portent leurs vœux sur un prince étranger, elle n'oublie point de réitérer ses protestations et de faire ses réserves expresses au nom de son suzeraineté.

Ces trois puissances nous paraissent d'ailleurs également portées vers la séparation, tandis que le gouvernement français conserverait encore à l'union ses préférences.

Le silence du cabinet des Tuileries est commenté de toutes parts, on espère, depuis quelque temps, un échange très actif de communications télégraphiques entre le cabinet de l'empereur et les représentants de la France à Vienne, à Berlin et à Florence. L'empereur reçoit directement les communications de MM. Benedetti, de Grammont et de Malaret.

L'*Opinion nationale*, à propos d'un écrit de l'ex-ministre belge M. Dechamps, qui voudrait voir la France panser du côté de l'Autriche, montre de quel côté sont ses propres pensées :

M. de Bismark est, de sa personne, peu sympathique ; il est alter, tranchant. Il a en le don de se rendre désagréable à la majorité de la classe moyenne et au parlement. Mais il serait mal conseillé de contester que son ambition doit répondre à la libre satisfaction de la nation prussienne, qui, depuis le grand Frédéric, se s'était pas senti de sous la main d'un chef aussi énergique et aussi décidé.

On a beaucoup parlé d'un attentat contre la personne du roi de Prusse, pendant que des troupes défilaient devant le palais royal. Un homme qui se trouvait au milieu de la foule et qui avait déjà attiré l'attention de son entourage par des paroles exaltées, lance tout à coup un coup de pistolet sur le roi. Le coup part, mais en passant devant la direction de la fenêtre où se trouvait le roi. Heureusement, la arme n'ayant pas été lancée avec la force suffisante pour lui donner la direction de la fenêtre où se trouvait le roi. L'auteur de cette tentative est un nommé Slow, docteur en philosophie.

La rumeur publique attache à ce fait une importance qu'il ne mérite certainement pas.

Voici le récit de la *Gazette nationale* de Berlin :

" La rumeur publique attache à un fait qui s'est passé une importance qu'il ne mérite pas. Un individu que des agents de police conduisaient au poste, lance, en passant près du palais du roi, un canon contre la fenêtre où Sa Majesté se tenait en ce moment, le défié d'un corps de troupes. Il n'atteignit pas la fenêtre. Cet individu, qui, on dit un docteur en philosophie, se trouve en état d'arrestation. »

CIRCULAIRE DU GÉNÉRAL LA MARMORA

Voici la circulaire adressée par le général de La Marmora aux ministres du roi Victor-Emmanuel à l'étranger

« Dans ces derniers temps, les préoccupations du gouvernement et du parlement avaient sur tout pour objet la réorganisation administrative et financière et des économies à réaliser. L'armée était placée sur le pied de paix le plus rigoureux, et les opérations de la levée ordinaire avaient même été provisoirement différées, quand de graves complications survinrent entre la Prusse et l'Autriche. Sans méconnaître l'importance des éventualités possibles, le gouvernement ne crut pas devoir détourner le pays de l'œuvre de consolidation intérieure, se bornant à prendre quelques mesures de prudence. Ainsi, il laissa les opérations de la levée annuelle suivre leur cours ordinaire.

« Il est de notoriété publique qu'aucune concentration de troupes n'a eu lieu et que la réserve et les soldats en congé n'ont pas été appelés sous les armes. Un calme parfait n'a pas cessé de régner parmi les populations. Aucun commencement ou préparatif de tentatives privées contre les territoires limitrophes n'a eu lieu. Dans cet état de tranquillité et de réserve, lorsqu'on attendait partout le désarmement qui paraissait convenir entre la Prusse et l'Autriche, la guerre vit au butin ses menaces directes de l'Autriche.

« Le cabinet de Vienne prétendit, contre l'évidence, que des concentrations de troupes et l'appel de la réserve avaient eu lieu en Italie. Il motiva sur ces faits imaginaires la continuation de ses armements. L'Autriche ne se borna pas à mettre par ces mesures l'Italie en cause ; elle agit bien différemment avec la Prusse ; mais elle qualifia ses préparatifs militaires et leur donna un caractère ouvertement hostile contre nous.

« Depuis le 22, l'appel de toutes les classes de la réserve a été affectué avec une extrême activité dans tout l'empire. Les régiments des corps militaires ont été dirigés sur l'Italie. Des mesures de guerre ont été prises, surtout en Vénétie, avec une précipitation extraordinaire, et on prend même sagement soin des dispositions qui suivent ordinairement l'ouverture des hostilités, par exemple, la circulation des marchandises commandées par le réseau vénitien que l'administration italienne a réservé aux transports des troupes et du matériel de guerre.

« Il est donc devenu indispensable pour la sécurité du royaume que les forces de terre et de mer, demeurées jusqu'aujourd'hui sur le pied de paix, soient accrues sans retard, et que nous prenions les mesures les plus énergiques pour la défense du pays. Le gouvernement italien ne fait que répondre ainsi aux exigences de la situation qui lui est faite par l'Autriche. »

MEETING POUR ALLEN—Un grand meeting des amis de feu le gouverneur Allen est convoqué pour ce soir, à 7 heures, au Lyceum Hall. Il n'aura donc ce meeting de circonstance à élever à la mémoire de ce noble et digne Américain.

THÉATRE DE L'OPERA.—C'est ce soir que sera représenté à ce théâtre, le drame de Poniard, que nous avons déjà annoncé déjà.

Le public est avisé que cette représentation est bien positivement la dernière de la saison.

PAR LE TELEGRAPHE

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Résolution à la Chambre.

LE SUD MENACÉ DE TAXES.

Résolution contre les Maçons Confédérés.

ORDRE DU GÉN. HOWARD.

Excommunication contre Officiers de son Bureau.

Hospitalité du Nord.

BAISSE SUR LE COTON.

HAUSSE DE L'OR.

NOUVELLES D'EUROPE.

Arrivée de Cuba.

Statu quo belligérant des affaires.

Panique Financière.

BOMBARDEMENT DE CALLAO.

L'amiral espagnol blessé.

Retraite de la Flotte espagnole.

Washington, 21.—Le sénat, par déférence pour l'incapacité physique de M. Fessenden de discuter aujourd'hui la résolution de reconstruction, comme cela était convenu, a renvoyé la discussion à mercredi.

A été aujourd'hui aussi la discussion sur le veto relatif au bill du Colorado.

La chambre a examiné les préambules et les résolutions sur la représentation de McClusy, du Missouri, déclarant que la contumace continue des Etats séparés rend nécessaire l'exercice de la législation congressionnelle afin de donner aux citoyens de ces Etats protection dans leurs droits naturels et civils énumérés dans la constitution, et le maintien d'une grande armée pour soutenir l'autorité du gouvernement ; et comme le pays est déjà surchargé de dettes de guerre encourues pour défendre la nationalité contre l'infâme rebellion et qu'il n'est ni juste ni politique d'infliger cette vaste dépense additionnelle à l'industrie paisible de la nation, c'est pourquoi il est résolu que le comité de reconstruction est chargé de rechercher les moyens de lever des contributions sur les Etats séparés pour couvrir les dépenses extraordinaires qui retomberaient autrement sur le gouvernement général, et que le dit comité est chargé de faire un rapport par bill ou autrement. Adopté par 73 contre 35.

Ce qui suit a été présenté par M. Henderson, du Missouri :

« Que dans le sentiment de cette Chambre tous les moyens employés sont justes n'ont pas pour but de confisquer des droits et des privilèges aux sujets, mais d'assurer à chaque individu le plein et entier exercice et la jouissance illimitée de tous les droits que Dieu lui a donnés, que la sureté, le bonheur et la prospérité du peuple exigent que de justes pénalités soient annexées à la violation de la loi et que ces pénalités soient infligées à tous les coupables qui auront participé aux crimes de la rébellion ou qui auront conspiré pour représailles ou vengeance, mais pour assurer la subordination et l'obéissance, que nous soutiendrons le Président dans l'exécution des lois des Etats-Unis, à l'égard d'un nombre suffisant de meneurs rebelles dans chaque Etat, pour gênes en insurrection pour venger la majesté de la loi, pour soutenir la confiance du peuple loyal et donner une leçon à tous les traîtres à venir.

Le bill de taxe est en discussion.

Le général Howard, commissaire du Bureau des affranchis, a émis un ordre qui appelle l'attention de tous les officiers sur les rapports en circulation concernant les actes de cruauté commis envers les affranchis et encourage les négligences ou les refus d'employer leurs anciens maîtres de compte. l'ordre dit que tous les officiers ainsi accusés pourront se justifier devant une cour martiale, et leur interdit de s'intéresser dans les plantations, attendu que cela constitue la corruption et aux accusations de toutes sortes.

Washington, 21—Le commodore L. V. Smith, de marine confédérée a été pardonné aujourd'hui par le président Johnson.

Henry Bragg de la Nile-Orléans, ex-officier de l'armée confédérée, a été aussi pardonné.

New York, 21— Les exportations d'espèces pour la semaine finissant samedi ont été de $8,763,295. Le gouvernement a vendu beaucoup d'or pour empêcher le cours de s'élever.

New York, 21.—Le marché au coton est aujourd'hui très animé. Les ventes ont été à 36 à 40, arrive en baisse de 10 c, mais actif et en hausse de 1 c pour à 38 et 40 c ; farine en baisse de 10 c, peu actif et en baisse à 1 c, pore inactif à $30 25, sucre ferme, or 132 sous l'impressio du Cuba. La cota était auparavant de 130 1/4 Les ventes d'orjaujourd'hui ont été de $2,000,000. sterling.

84 Louis, 21—Coton 30 c. farine $7 25, mais 65 c, avoine 42 c, pore 31.

Louisville, 21—Tabac sans changement, farine $6 ; mais 70 c ; avoine 47 c, pore $30 50, bacon 14 à 19, saindoux 22 c.

Halifax, 21—Le vapeur Cuba, parti de Liverpool le 12, et de Queenstown le 13, a passé aujourd'hui en vendant à Boston. Il apporte des nouvelles de la semaine plus récentes.

Liverpool, 11—Coton en baisse de 1/2 à 1 d —Les ventes de la semaine ont été de 46,000 balles.

Londres, 11—Il y a panique financière. Le taux de la banque est de 9 à 10 1/2, 5-20, 64 à 65 ; consolidés, 85.

Liverpool, 11.— Ventes de coton aujourd'hui : 5,000 balles, le marché fermant languis sant et faible.

MM. Overrend, Guerly & Co ont fait faillite.

Liverpool, 12—Ventes de coton aujourd'hui, 20,000 balles, la hausse de 1/2 d. : Middling uplands commande 12 1/2 d.

Londres, 12 (par Queenstown)—Cons. 86 3/8 à 86 5/8 ; 5-20 64 et 65. Le taux de la banque est de 10. On est moins inquiet.

Les nouvelles sont toujours à la guerre, mais on a encore l'espoir de conserver la paix.

(Dernières nouvelles par Queenstown)

Liverpool, 13 mai—La perspective de paix basée sur l'opinion que l'Autriche fera des concessions et qu'un congrès européen sera convoqué, résulte d'un rapport adressé de Vienne.

On dit que les troupes qu'on destinait au Mexique sont entrées dans l'armée autrichienne.

Le vapeur Impératrice Eugénie, venant du Mexique, est arrivé au Havre, avec des troupes et 3,000,000 francs, y compris trois millions pour le Trésor de France.

Washington 21 — Les changements et les améliorations faites à la position de Jefferson Davis ont eu lieu par suite de la démarche de Mme Davis auprès du Président qui s'est empressé de se rendre à sa prière.

La Chambre a adopté une résolution pour nommer un comité chargé de rendre compte de la conduite du bureau des affranchis depuis qu'il a été créé.

New York, 21—Le steamer New York, parti d'Aspinwall le 13 courant, a apporté la nouvelle que la flotte espagnole a bombardé Callao le 2 mai. Elle n'a causé que peu de dommages et a été forcée de se retirer. L'amiral Manez a été grièvement blessé. Un officier a déserté à bord et a fait l'explosion d'une batterie.

Le combat a duré quatre heures. On rapportait que les Espagnols avaient beaucoup souffert.

Des avis de Valparaiso du 17 avril disent que le blocus a été levé. Le gouvernement péruvien paraît actuellement les droits de douane.

ARTILLERIE DE WASHINGTON. — Les membres de l'Artillerie de Washington ont eu hier soir une assemblée, dans le but de former une association de secours pour ceux des membres qui sont dans le gêne, pour les familles des membres qui sont morts ou invalides, et pour élever un monument à la mémoire de ceux qui sont tombés en combattant pendant la guerre.

M. J. B. Walton a été élu président permanent, M. N. Bartlett secrétaire et M. H. V. Ogden trésorier.

MM. Slocomb, Battles, Squires, Knight et Hero ont été élus vice-présidents.

Pendant la meeting, une lettre a été lue annonçant que les restes du soldat A. T. Bennett étaient attendus par le chemin de fer de Jackson et qu'ils seront enterrés ce soir à 5 heures.

Le service funèbre aura lieu à l'église du Dr. Palmer.

Les grèves se multiplient en Angleterre.

Les Blanchisseuses de Padiham, près Blackburn, font cet publier par le crieur public que, si leurs demandes ne leur sont pas faites, elles refuseront désormais de donner leur ouvrage à faire.

Enfin, l'on télégraphie de Florence et de Brescia :

« Florence, 3 mai.

« Les nouvelles de toutes les provinces de l'Italie constatent l'enthousiasme des populations et des soldats pour l'appel sous les armes. La grande démonstration a eu lieu à Naples en faveur des armements.

« Les journaux constatent que la concorde règne entre les divers partis de la chambre et du pays en présence des événements actuels. Ils trouvent dérangées les nouvelles publiées à Paris *dépendance belge* et suivant lesquelles la France aurait pris envers l'Autriche, au nom de l'Italie, des engagements en vertu desquels l'avenir. Les journaux disent que cette nouvelle ne repose que sur une supposition inexacte, basée sur le fait d'ailleurs connu de l'attitude purement défensive de l'Italie.

« Brescia, 2 mai

« Les avis de la Vénétie portent qu'à dater de demain il doit arriver chaque jour huit trains de militaires venant d'Allemagne.

« Le bruit court qu'un corps d'armée entier va être placé sur le Rhin.

Le *Liberté* ne croit pas que la Russie demeure indifférente aux ambitions maritimes et territoriales de la Prusse. Il pense que la Russie a le juste pressentiment des dangers auxquels l'exposerait ce développement impréva de la Prusse, enfuite dans une bonne de vertige, par le mauvais génie de la guerre et de la conquête :

Autres menaces de complications du côté du Bas Danube. Les correspondances de Vienne et les journaux de Saint-Petersbourg protestent à des points de vue différents, contre les actes de la lieutenance princière dans les Principautés Unies.

La Russie déclare que le mouvement séparatiste de Jassy est aussi artificiel qu'artificiel, et elle appelle l'attention de l'Europe sur cette manifestation énergique de toute une population.

L'Autriche veut distinguer une manœuvre française dans l'élection inopinée du prince de Hohenzollern, en disant hautement, dans ses feuilles publiques, sur l'illégalité des moyens employés pour provoquer le plébiscite et grouper les adhésions.

Quant à la Turquie, chaque fois que les Moldo-Valaques portent leurs vœux sur un prince étranger, elle n'oublie point de réitérer ses protestations et de faire ses réserves expresses au nom de sa suzeraineté.

Ces trois puissances nous paraissent d'ailleurs également portées vers la séparation, tandis que le gouvernement français conserverait encore à l'union ses préférences.

Le silence du cabinet des Tuileries est commenté de toutes parts, on espère, depuis quelque temps, un échange très actif de communications télégraphiques entre le cabinet de l'empereur et les représentants de la France à Vienne, à Berlin et à Florence. L'empereur reçoit directement les communications de MM. Benedetti, de Grammont et de Malaret.

L'*Opinion nationale*, à propos d'un écrit de l'ex-ministre belge M. Dechamps, qui voudrait voir la France panser du côté de l'Autriche, montre de quel côté sont ses propres pensées :

M. de Bismark est, de sa personne, peu sympathique ; il est alter, tranchant. Il a en le don de se rendre désagréable à la majorité de la classe moyenne et au parlement. Mais il serait mal conseillé de contester que son ambition doit répondre à la libre satisfaction de la nation prussienne, qui, depuis le grand Frédéric, se s'était pas senti de sous la main d'un chef aussi énergique et aussi décidé.

On a beaucoup parlé d'un attentat contre la personne du roi de Prusse, pendant que des troupes défilaient devant le palais royal. Un homme qui se trouvait au milieu de la foule et qui avait déjà attiré l'attention de son entourage par des paroles exaltées, lance tout à coup un coup de pistolet sur le roi. Le coup part, mais en passant devant la direction de la fenêtre où se trouvait le roi. Heureusement, la arme n'ayant pas été lancée avec la force suffisante pour lui donner la direction de la fenêtre où se trouvait le roi. L'auteur de cette tentative est un nommé Slow, docteur en philosophie.

La rumeur publique attache à ce fait une importance qu'il ne mérite certainement pas.

Voici le récit de la *Gazette nationale* de Berlin :

" La rumeur publique attache à un fait qui s'est passé une importance qu'il ne mérite pas. Un individu que des agents de police conduisaient au poste, lance, en passant près du palais du roi, un canon contre la fenêtre où Sa Majesté se tenait en ce moment, le défié d'un corps de troupes. Il n'atteignit pas la fenêtre. Cet individu, qui, on dit un docteur en philosophie, se trouve en état d'arrestation. »

CIRCULAIRE DU GÉNÉRAL LA MARMORA

Voici la circulaire adressée par le général de La Marmora aux ministres du roi Victor-Emmanuel à l'étranger

« Dans ces derniers temps, les préoccupations du gouvernement et du parlement avaient surtout pour objet la réorganisation administrative et financière et des économies à réaliser. L'armée était placée sur le pied de paix le plus rigoureux, et les opérations de la levée ordinaire avaient même été provisoirement différées, quand de graves complications survinrent entre la Prusse et l'Autriche. Sans méconnaître l'importance des éventualités possibles, le gouvernement ne crut pas devoir détourner le pays de l'œuvre de consolidation intérieure, se bornant à prendre quelques mesures de prudence. Ainsi, il laissa les opérations de la levée annuelle suivre leur cours ordinaire.

« Il est de notoriété publique qu'aucune concentration de troupes n'a eu lieu et que la réserve et les soldats en congé n'ont pas été appelés sous les armes. Un calme parfait n'a pas cessé de régner parmi les populations. Aucun commencement ou préparatif de tentatives privées contre les territoires limitrophes n'a eu lieu. Dans cet état de tranquillité et de réserve, lorsqu'on attendait partout le désarmement qui paraissait convenir entre la Prusse et l'Autriche, la guerre vit au butin ses menaces directes de l'Autriche.

« Le cabin